La FSU Lorraine ne se résout pas à subir chaque année une rentrée « normale »

La FSU boycottera le Comité Technique Académique prévu le 13 janvier au rectorat de Nancy, Comité consacré aux moyens pour la rentrée 2014

En Lorraine, depuis 2002, la normalité, c'est voir se dégrader d'année en année les moyens alloués au système éducatif. Alors que nous demandions une année blanche pour la rentrée 2014, notre académie de Nancy- Metz doit à nouveau encaisser 98 suppressions de postes d'enseignants dans les collèges et les lycées (en réalité, comme tous les ans, ce nombre sera nettement supérieur au chiffre annoncé).

La Lorraine est punie d'avoir une démographie scolaire seulement stable et ne parvient toujours pas à faire prendre en compte sa situation sociale très difficile. 35 élèves en lycée, 30 en collège, jusqu'où la limite des effectifs par classe sera portée ? Combien d'enseignants absents seront non remplacés ?

La Rectrice et le Conseil régional expliquent il y a quelques jours :« -10% d'élèves dans le second degré depuis 2003 ». La FSU rappelle les chiffres donnés par le ministère lui-même : - 15% d'enseignants du second degré depuis 2007 ! C'est plus qu'assez !

Quant au 1^{er} degré , l'affichage de 2 postes créés dans l'académie assure que l'on ne pourra que mal répondre aux besoins éducatifs de notre région, que ce soit pour la scolarité des moins de 3 ans, la reconstruction des RASED et des brigades de remplaçants, la mise en place du dispositif « plus de maîtres que de classes »,... Au regard, de la situation des écoles en Lorraine, cette dotation reste bien insuffisante. Le primaire part de tellement loin, que cette année encore il sera difficile de répondre à tous les besoins. La préparation de la rentrée 2014 s'annonce donc encore plus que délicate.

De nombreux collègues sont excédés de devoir travailler dans de mauvaises conditions au détriment de leurs élèves et ils se désespèrent de n'avoir aucune perspective d'améliorations.

Pour toutes ces raisons, la FSU Lorraine refusera de siéger et boycottera le Comité Technique Académique du 13 janvier, qui acte ces nouvelles suppressions pour 2014. Ce boycott permet d'exprimer le ras-le-bol de la profession, dont le mécontentement ne cesse de grandir face au manque de moyens dont les élèves lorrains souffrent et face aux conséquences sur leurs conditions de travail.

Chacun prendra le moment venu ses responsabilités là où il est. Par ce boycott, nous prenons les nôtres d'organisation syndicale majoritaire de l'Education nationale, toujours aussi attachée à une conception démocratique de l'école républicaine et soucieuse de l'intérêt de personnels qui sont en première ligne au contact de la crise sociale, mais aussi dans la défense des valeurs d'une République malmenée.